

# **LA RETRAITE À 60 ANS**

## **avec 37,5 années de cotisation dans le public, dans le privé , pour la FSU, C'EST POSSIBLE !**

Il suffit d'augmenter les cotisations de 0,375 points par an, c'est-à-dire un quart des gains de productivité prévisibles !

Le Medef ne veut pas entendre parler d'une hausse de cotisation, pas plus d'ailleurs que de la hausse des salaires ou d'un retour au plein emploi !

### **Les soucis du MEDEF, ce n'est pas notre problème**

### **Nous ne négocierons pas le recul de nos droits !**

⌘ Ce n'est pas un débat technique avec les défenseurs des fonds de pension qui mettent en péril les acquis

⌘ Ce n'est pas seulement l'affaire des retraités ou de ceux qui vont bientôt l'être avec des pensions inférieures à celles qu'on leur avait garanties

⌘ C'est le choix d'une autre répartition des richesses, le choix d'une société où les jeunes ont un travail décent et les plus âgés des retraites suffisantes pour être autonomes

⌘ C'est le choix de refuser de revenir plus de cinquante ans en arrière à une époque où les salarié(e)s devaient prendre en charge financièrement leurs parents âgés

## **Parlons richesse !**

Le Conseil d'Orientation des Retraites le soulignait, en 2001 : sur 40 ans, la richesse de la France (avec un taux de croissance modéré, de l'ordre de 1,7 % par an) devrait doubler en termes réels (hors inflation).

Avec une augmentation de 1 700 milliards d'euros de la richesse nationale, en 2050, comment nous faire croire qu'il est impossible de financer les 200 milliards d'euros supplémentaires (6 % du PIB) nécessaires au maintien des retraites telles qu'elles étaient avant les contre-réformes, Balladur et Fillon ?

Il resterait même, après renflouement du financement des retraites, 1 500 milliards d'euros pour les salaires directs, les investissements publics et privés.

Cette donnée est totalement exclue du débat public. Pour une raison simple, c'est que les mêmes qui se moquent des emplois et des salaires se moquent de plonger dans la pauvreté les futurs retraités.

**L'augmentation prévisible de la richesse nationale doit aller aux salaires et aux retraites. C'est ce que nous devons affirmer avec force le 23 mars !**